



# POUR UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE SUISSE

Dominique de Buman  
Conseiller national

Fribourg, décembre 2012

---

## LES CONSTATS

Le déclin de l'Europe	3
La nécessité du tissu industriel	5
La nouvelle menace	6
Après la délocalisation de la production...	6
... la délocalisation de l'innovation et de la recherche	6
Les perspectives d'avenir	7

## LES ATOUTS SUISSES

La compétitivité	9
La recherche et l'innovation	9
Un fort tissu de PME	10
L'exportation de produits industriels	10

## LES OBJECTIFS À ATTEINDRE

L'ambivalence du discours sur la politique industrielle	12
Les bonnes raisons d'agir	14
Les mesures à prendre	16
Les conditions-cadre	16
• Politique monétaire	16
• Politique fiscale	16
• Politique législative	17
• Politique d'investissement	17
La politique industrielle	18
• Stimuler l'innovation	18
• Soutenir les secteurs industriels d'avenir	19
• Autres mesures	21
Des mesures coordonnées	22

---

«Personne ne peut croire que la Commission ou la Cour de justice de la Communauté européenne puisse favoriser des intérêts étrangers ou contrecarrer un effort d'indépendance. Mais la liberté commerciale qu'elles prônent ne peut être que l'un des outils de notre prospérité. Transformée en dogme, cette liberté risque d'aller à l'encontre des objectifs collectifs de développement. Les plus grands champions du libéralisme, les Etats-Unis et le Japon, l'ont bien compris: il ne peut y avoir de politique commerciale extérieure que couplée avec une politique industrielle solide. Cette évidence s'impose aussi à l'Europe: le commerce seul ne permettra pas de surmonter la crise économique qu'elle subit.»

Michel Jobert, *Vive l'Europe libre!* 1984

## LES CONSTATS

### LE DÉCLIN DE L'EUROPE

L'Europe s'efface peu à peu des écrans radar. Sa position géostratégique se dégrade. Son poids démographique s'estompe. Ses Etats sont asphyxiés. Son commerce est en recul. Son industrie est en péril. De 2000 à 2008, avant le déclenchement de la dernière crise, la part de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée marchande a reculé de 3 points dans la zone euro, passant de 25,5 % à 22,4 %. Seule exception au sein de l'Union européenne: l'Allemagne voit son industrie maintenir sa part du produit intérieur brut (PIB) et marquer des points à l'exportation.

Les pays émergents sont les vrais gagnants de la décennie 2000-2010. La Chine est devenue le premier exportateur mondial en 2009, devant l'Allemagne. Avec un taux de croissance moyen de 10 % par an pendant cette période, son PIB a doublé celui du Japon, pour devenir le deuxième mondial. Cet essor s'est fondé sur le développement de ses industries manufacturières, d'abord à bas coûts mais avec une montée en gamme rapide. L'effort global de recherche et développement (R&D) de la Chine est désormais le troisième au monde. Les performances chinoises à l'exportation ont été renforcées par une sous-évaluation importante du yuan.

La crise de 2008 n'a fait que renforcer cette tendance. La croissance chinoise a été la première à repartir, à un rythme élevé, alors que celle de l'Europe reste durablement atone. La Chine a également profité de sa croissance pour faire ses provisions. Elle dispose aujourd'hui de réserves

financières considérables qui lui permettent de racheter des groupes occidentaux à des conditions favorables et de continuer sa montée en puissance, y compris sur le plan technologique.

L'essor économique des pays émergents a entraîné l'apparition d'une nouvelle classe moyenne. Rien qu'en Chine, cette population devrait croître d'au moins 300 millions de personnes dans les années à venir, avec ce que cela signifie en termes de consommation. Dans une quinzaine d'années, plus de la moitié de tous les réfrigérateurs, chaînes hi-fi, ordinateurs, produits alimentaires, vêtements et automobiles vendus dans le monde devraient être achetés dans ces régions en plein boom économique.

Cette tendance ne fera sans doute que se renforcer avec le groupe des «Next Eleven» («les 11 prochains»), décrit en 2005 par Jim O'Neill, déjà auteur du concept des «BRIC» (Brésil, Russie, Inde, Chine) en 2003. Ce groupe très hétérogène est composé du Bangladesh, de la Corée du Sud, de l'Égypte, de l'Indonésie, de l'Iran, du Mexique, du Nigéria, du Pakistan, des Philippines, de la Turquie et du Vietnam. Ils sont considérés comme des pays émergents potentiels, en raison de leur forte population et d'une croissance démographique élevée.

Conséquence de cette évolution majeure: l'économie d'exportation suisse a opéré une diversification géographique, notamment vers les pays BRIC où la part des exportations est en nette augmentation depuis 1990.

La part des exportations vers la Chine (y compris Hong Kong) a doublé depuis lors. Elles ont augmenté de 8,5 % par an au cours de cette période, alors que l'ensemble des exportations suisses de marchandises n'a augmenté en moyenne «que» de 4,5 % par an. En 2011, les exportations vers la Chine et Hong Kong ont même augmenté de 19%. La hausse a été de 15% vers l'Inde et de 13% vers la Russie.

A ce rythme, l'Europe de l'Ouest perdra beaucoup de son importance. Les pays d'Europe de l'Est, d'Asie du Sud-Est, le groupe des Next 11 et surtout les pays BRIC joueront un rôle de plus en plus déterminant dans les exportations suisses. Selon les estimations du Crédit Suisse, les pays BRIC devraient absorber près de 45% des exportations suisses à l'horizon 2030. Les pays du Golfe devraient doubler leur part, passant d'environ 3,5% aujourd'hui à un peu plus de 7%, et les exportations vers l'Asie du Sud-Est devraient passer de 2,5% actuellement à plus de 8%. A l'échéance 2030, un quart seulement des exportations suisses devrait encore s'effectuer à destination de l'Europe de l'Ouest. C'est peu, comparé aux 60% actuels («L'industrie d'exportation suisse. Facteurs de succès et perspectives» - Crédit suisse, avril 2011).

Les économies émergentes, avec leurs centaines de millions de nouveaux consommateurs, offrent donc des débouchés de taille aux entreprises suisses. Mais ces entreprises ne pourront saisir cette opportunité qu'à la condition de bénéficier d'une politique industrielle favorable à leur essor.

## LA NÉCESSITÉ DU TISSU INDUSTRIEL

En février 2002, l'économiste français Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS et professeur à Science Po, écrivait dans le journal *Les Echos*, sous le titre *Que reste-t-il de la politique industrielle ?*: «Au sein du couple franco-allemand la course-poursuite est terminée. La France n'a jamais rattrapé l'Allemagne en matière industrielle et c'est une bonne chose. Aujourd'hui encore l'industrie allemande pèse deux fois plus que l'industrie française, la France n'a jamais pu égaler la puissance allemande dans la machine outil, la chimie lourde et de spécialités, les biens d'équipement. Aujourd'hui ce handicap est perçu comme un avantage, l'Allemagne peinant à reconvertir ses industries et ses hommes.»

On sait ce qu'il faut penser aujourd'hui de ce genre de cocoricos.

Depuis des années, depuis les années 80 en tout cas, les services étaient présentés comme le seul secteur d'avenir. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont encore renforcé cette tendance à partir des années 1990. On n'a pas cessé de célébrer l'avènement d'une économie «post-industrielle», «immatérielle», sans usines. La pensée dominante annonçait la nouvelle économie: la fin de l'ère industrielle au profit de l'ère informationnelle. L'image de l'industrie en a souffert aux yeux mêmes des jeunes ingénieurs, qui se voyaient dans le même temps offrir des rémunérations sans commune mesure avec celles des services financiers. C'est principalement l'industrie manufacturière qui a subi les conséquences de ce mythe. Perçue comme un secteur sans avenir dans les pays à haut coût salarial, l'industrie s'est délocalisée dans les pays aujourd'hui émergents.

Les services sont faits pour accompagner l'industrie, pas pour s'y substituer. Si les services permettent à une économie de soutenir sa croissance intérieure, ce sont les biens industriels qui font la différence dans la balance commerciale. Et tous les pays qui ont une balance commerciale fortement positive sont de grands producteurs industriels – comme l'Allemagne, le Japon ou la Chine.

La moitié des emplois tertiaires est directement liée aux activités manufacturières, la forte tertiarisation de l'économie étant en grande partie générée par la dynamique de l'industrie. Dans une communication datée du 17 octobre 2010, la Commission de l'Union européenne estime qu'aujourd'hui, «un emploi sur quatre se trouve dans l'industrie manufacturière, et au moins un autre emploi sur quatre est situé dans les services connexes qui sont tributaires de l'industrie comme fournisseurs ou comme clients». Son rôle dans l'innovation n'est pas non plus à négliger puisque «80% des efforts de R&D du secteur privé sont à mettre au compte de l'industrie». Ainsi, pour la Commission, «plus que jamais, l'Europe a besoin de l'industrie et l'industrie a besoin de l'Europe».

C'est l'industrie qui tire l'innovation, les exportations et les services.

## LA NOUVELLE MENACE

### Après la délocalisation de la production...

La Suisse n'a pas échappé au cortège de délocalisations de la production, même si pour l'instant, comme en Allemagne, son industrie a mieux résisté qu'ailleurs en Europe. Aujourd'hui, par exemple, plus de 300 sociétés suisses emploient un total de 125'000 personnes en Chine. A elle seule, ABB emploie 18'000 collaborateurs sur une trentaine de sites de production.

Le nombre de secteurs et d'emplois qui peuvent être délocalisés ne cesse d'augmenter, y compris dans les secteurs à haute valeur ajoutée. De même que le nombre de pays disposant d'une main-d'œuvre abondante, relativement qualifiée et peu chère. Les délocalisations des centres de production devraient donc se poursuivre dans les prochaines années. Certes les salaires des travailleurs augmentent dans les pays émergents mais leurs compétences aussi. L'avantage coût/compétence du travail dans les pays émergents devrait donc persister.

Les entreprises ayant relocalisé leurs activités restent des exceptions en raison d'un obstacle majeur: il faut souvent recréer des maillons entiers de la chaîne de production, ce qui est trop coûteux.

La globalisation a aussi un impact sur les directions d'entreprises. En 2002 déjà, 40% des membres de conseil de direction et 26% des managers étaient étrangers, principalement Allemands, Anglais ou Français. Cette internationalisation touche surtout les grandes entreprises et elle n'est pas sans influence sur les décisions prises, comme on a pu le voir ces derniers mois, notamment chez Merck-Serono à Genève.

Avec le franc fort, le risque est encore plus élevé de voir des entreprises suisses (ou étrangères établies en Suisse) délocaliser tout ou partie de leur production. Même dans le domaine agro-alimentaire. On l'a constaté avec l'affaire Emmi, quand ses dirigeants ont envisagé de produire un succédané de gruyère aux Etats-Unis!

Les entreprises suisses doivent au contraire garder un lien fort avec leur territoire, les salariés qui s'y trouvent et la chaîne de sous-traitance qui s'y déploie. Elles ont une responsabilité à cet égard. Car, de même qu'il n'existe pas d'économie sans industrie, il n'y pas d'entreprise qui n'ait, d'une façon ou d'une autre, une nationalité et des racines.

### ... la délocalisation de l'innovation et de la recherche

En 2007, quatre grands ensembles représentaient 80% de la dépense mondiale en R&D: les Etats-Unis: 36,2%; l'Union européenne: 24,1%; le Japon: 13,5%; la Chine: 9,1%. Mais la progression de ces investissements est très différente. Entre 2002 et 2007, ils ont augmenté de 33% dans l'Union

européenne contre 75% dans les pays asiatiques. En 2010, on comptait déjà 2'000 ingénieurs pour un million de personnes en Chine, contre 6'500 aux Etats-Unis.

Sur 6,6 millions de chercheurs à travers le monde en 2007, 43% se trouvaient en Asie, 24,3% en Europe, 14% en Amérique du Nord, 10% en Amérique centrale et du Sud. Tous les indicateurs montrent que la montée en puissance de l'Asie a commencé à entamer la suprématie scientifique et technique de l'ancienne triade du savoir et de la valeur ajoutée, à savoir les USA, l'Europe et le Japon.

Demain, la Chine, l'Inde et le Brésil auront des capacités technologiques qui rivaliseront avec celles du monde développé. Elles forment déjà et formeront toujours davantage des ingénieurs, qui ne seront pas moins innovants que les nôtres. Les pays émergents, jusqu'ici considérés comme les usines de l'économie occidentale, en deviendront les laboratoires, en développant des secteurs à haute valeur ajoutée et en nous privant d'une partie de leurs emplois qualifiés. Ces dernières années, le motif d'aller chercher le savoir là où il est, a d'ailleurs gagné en force par rapport au motif d'abaisser les coûts de la R&D («Recherche et innovation: la nouvelle donne mondiale», Futuribles, juin 2011).

Les investissements R&D à l'étranger représentaient 38% des dépenses consenties par l'économie suisse dans ce domaine au milieu des années 1980. En 2008, cette proportion était passée à 57%, parallèlement à une forte progression du total des dépenses de R&D.

L'investissement R&D à l'étranger a évidemment des retombées positives pour l'entreprise suisse, en améliorant ses performances en matière d'innovation ou en diminuant ses coûts. Ces résultats positifs pour les entreprises concernées peuvent aussi bénéficier au reste de l'économie suisse. Il n'en reste pas moins que ces investissements à l'étranger se traduisent par une non création d'emplois qualifiés dans notre pays («Les effets de l'internationalisation de la R&D sur l'économie suisse», La Vie économique, Revue de politique économique, 10-2010).

## LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans l'immédiat, tout le secteur des énergies renouvelables représente une opportunité évidente de développement industriel, en raison de la raréfaction des énergies fossiles et de la volonté de renoncer à l'énergie nucléaire dans de nombreux pays, dont le nôtre.

Mais l'évolution démographique de la planète doit aussi être prise en compte dans cette analyse. Aujourd'hui, nous sommes près de 7 milliards sur Terre. Selon les estimations des Nations Unies, nous devrions être plus de 9 milliards en 2050. Dans les prochaines décennies, la population des pays industrialisés devrait passer au second plan derrière celles des pays émergents et en développement, dont la part ne cessera d'augmenter.

Deux autres tendances majeures se dégagent pour le futur: le vieillissement croissant de la population et l'urbanisation, qui devraient modifier les schémas de consommation. Les entreprises exportatrices doivent donc prendre conscience des effets potentiels de cette évolution sur leur activité.

Non seulement le troisième âge représente un groupe de consommateurs de plus en plus important, et de surcroît toujours plus actif, grâce aux progrès de la médecine. Avec l'âge, les dépenses de consommation se modifient. Les personnes âgées ont tendance à dépenser proportionnellement plus que les autres classes d'âge pour leur logement, l'énergie et la santé.

Toute entreprise sachant adapter ses produits aux attentes et aux besoins d'une population vieillissante, en les rendant plus conviviaux, plus pratiques ou plus sûrs, devrait profiter de la tendance mondiale au vieillissement. Tous les domaines de la vie peuvent être concernés, des technologies de télécommunication à l'industrie automobile.

Par ailleurs, l'urbanisation croissante dans tous les pays, et particulièrement spectaculaire dans les pays émergents, devrait profiter aux secteurs capables d'offrir des solutions d'infrastructure pour les transports, la communication et l'approvisionnement en énergie, tels que la construction automobile ou l'électrotechnique. Les entreprises à vocation environnementale devraient aussi en tirer profit. Il existe un gros potentiel notamment pour les entreprises spécialisées dans le développement de produits écologiques et durables (Cleantech). Pour un pays innovant et à la pointe de la recherche comme la Suisse, c'est un marché spécialement prometteur. La plate-forme export «Cleantech Switzerland», mise en place par l'OSEC (Office suisse d'expansion commerciale) à la demande de la Confédération, apporte aux entreprises une aide ciblée à la prospection du marché dans ce domaine. Mais la Confédération et les cantons doivent aller plus loin en soutenant directement les secteurs d'avenir.

## LES ATOUS SUISSES

Un secteur industriel performant dépend d'une multitude de facteurs: capital disponible, formation de la main-d'œuvre, capacité d'innovation, fiscalité et incitation publique adéquates, esprit d'entreprise de la population, volonté d'adaptation à un marché mondial de plus en plus compétitif, etc. De ce point de vue, les forces de la Suisse sont connues.

### LA COMPÉTITIVITÉ

Selon le dernier rapport annuel du Forum économique mondial (WEF), la Suisse est encore une fois l'économie la plus compétitive de la planète. Devant Singapour et les pays nordiques: la Finlande, la Suède et les Pays-Bas. C'est la quatrième année consécutive que notre pays se place au premier rang mondial, sur la base d'un classement basé sur une centaine de critères. La Suisse est notamment en pointe pour l'innovation, les capacités technologiques et l'efficacité du marché du travail.

La Suisse est profondément engagée dans le processus de mondialisation. Une étude publiée en 2004 par le magazine américain «Foreign Policy» plaçait déjà la Suisse au 3<sup>e</sup> rang des pays les plus mondialisés, en prenant en compte des facteurs tels que la part du commerce extérieur dans l'économie nationale, le volume de l'investissement étranger dans le pays et le taux d'utilisation des télécommunications internationales et du réseau internet par rapport au nombre d'habitants.

### LA RECHERCHE ET L'INNOVATION

La réputation internationale de la Suisse dans les domaines de la formation, de la science et de la technologie n'est plus à faire. D'importants moyens sont investis chaque année pour encourager et maintenir la compétitivité de la Suisse. Les deux tiers de la recherche sont financés par le secteur privé. Les domaines de recherche les plus importants sont la chimie, l'industrie pharmaceutique, les secteurs de l'électronique et de la métallurgie.

La Suisse est même au premier rang mondial de l'innovation, selon le classement annuel de 141 pays publié en juillet 2012 par l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). La Suisse occupait déjà le premier rang l'an dernier, devant la Suède, Singapour, la Finlande... Sur le critère des institutions cependant, le rapport souligne nos faiblesses, comme la difficulté à créer une entreprise ou à régler une faillite.

Parmi les autres pays européens, la Norvège est 14<sup>e</sup>, l'Allemagne 15<sup>e</sup>, la France 24<sup>e</sup>, l'Espagne 29<sup>e</sup>, l'Italie 36<sup>e</sup>, la Grèce 66<sup>e</sup>. Le rapport constate ainsi l'apparition d'une «Europe à plusieurs vitesses», entre l'Europe du Nord et de l'Ouest et les pays d'Europe du Sud et de l'Est qui enregistrent de moins bons résultats.

En commentant ces résultats, le directeur général de l'OMPI, Francis Gurry, a rappelé le rôle essentiel que jouent les politiques en faveur de l'innovation et appelé à «résister à la pression à la baisse qu'exerce la crise actuelle sur l'investissement».

Chaque année, le cabinet Booz & Company sort pour sa part un classement des entreprises qui investissent le plus en R&D. Les entreprises suisses sont non seulement sur-représentées dans ce classement, mais elles occupent les premières places. En 2011, c'est à nouveau l'entreprise pharmaceutique Roche qui présente le budget de R&D le plus élevé au monde.

## UN FORT TISSU DE PME

Selon le classement «Global 500» établi par le magazine américain *Fortune* pour l'année 2010, quinze entreprises suisses figurent parmi les 500 plus grandes compagnies mondiales, en termes de capitalisation boursière. Nestlé, géant mondial de l'alimentation, est la plus grande de ces entreprises (avec près de 278 000 employés en 2009, dont 97% à l'étranger).

Mais la force du tissu économique suisse réside dans un réseau de très nombreuses petites et moyennes entreprises (PME). Selon les chiffres du recensement des entreprises effectué en 2008, plus de 99% des entreprises de notre pays comptaient moins de 250 employés à plein temps. Elles représentaient environ deux tiers des emplois. Mais la plupart de ces PME sont en mains familiales et beaucoup éprouvent des difficultés à l'heure de la succession.

## L'EXPORTATION DE PRODUITS INDUSTRIELS

La Suisse fait partie des pays dont le commerce extérieur contribue le plus au produit intérieur brut. En 2011, le solde de la balance commerciale est largement bénéficiaire: il représente 24 milliards de francs. Les exportations suisses représentent 35% du PIB (produit intérieur brut). Dans certains secteurs, plus de 90% des biens et services sont exportés (Statistiques officielles du commerce extérieur, Département fédéral des finances).

La Suisse excelle dans les exportations invisibles, les services comme les conseils en gestion, les assurances ou le tourisme, même si ce dernier secteur est particulièrement sensible à la conjoncture. Mais la mécanique, l'électrotechnique et la chimie représentent à elles seules plus de la moitié des revenus suisses d'exportation. La Suisse est l'un des principaux exportateurs de produits tels que les machines textiles, les machines à papier, le matériel d'imprimerie, les machines-outils de précision, les ascenseurs et escalators, le matériel de conditionnement et les chemins de fer à crémaillère.

Avec une part d'environ 28% du volume total des exportations, l'industrie pharmaceutique représente aujourd'hui la principale branche exportatrice suisse, suivie de l'industrie des machines (12%), de la chimie (10%) et de l'horlogerie (8%). Mais les changements vont très vite. L'industrie des machines (qui regroupe la construction de machines, l'industrie des métaux et des instruments de précision, l'électrotechnique, l'électronique et la construction de véhicules) est le premier employeur industriel du pays. En 2009, elle représentait environ 330'000 emplois. C'est une industrie d'exportation par excellence, en raison de l'exiguïté de notre marché intérieur. Or, sa part aux exportations a fortement diminué depuis 1990, date à laquelle elle était de loin, avec une part de 23%, la branche exportatrice la plus importante, bien avant l'industrie chimique.

Afin de rivaliser avec la concurrence internationale, des efforts constants en termes d'amélioration des produits et d'économies de coûts doivent impérativement être poursuivis. La qualité à elle seule ne permet pas de garantir une meilleure compétitivité. Le rapport qualité/prix est un élément déterminant pour réussir sur le marché.

La Suisse a certes bien surmonté la récente crise, mais en raison de son très modeste marché intérieur, son économie reste sensible aux perturbations extérieures. Pour s'en prémunir au mieux, elle doit entretenir des relations commerciales avec le plus de pays possible. Il s'agit donc de diversifier les destinations de nos produits et de viser une forte présence sur les marchés en croissance.

Membre de l'OSEC, organisation étatique qui aide les entreprises suisses à pénétrer les marchés étrangers, Patrick Djizmedjian exhorte justement les exportateurs à répartir leurs risques et à diversifier leurs débouchés, sans pour autant tourner totalement le dos aux marchés traditionnels, qui restent importants. «Une bonne attitude commerciale consiste à ne pas dépendre trop fortement des zones euro et dollar, explique-t-il. Il y a en Asie du Sud-est 600 millions de consommateurs. Les entreprises devraient donc être suffisamment flexibles pour adapter leurs stratégies d'exportation. Lorsque plus de 80% des exportations d'une entreprise sont destinées à la zone euro, il est difficile pour elle de s'adapter en quelques mois seulement aux besoins des pays émergents.»

## LES OBJECTIFS À ATTEINDRE

La situation de la Suisse est aujourd'hui réjouissante et j'en suis le premier enchanté. Il est vrai que notre pays a jusqu'ici mieux résisté, comme l'Allemagne, à la désindustrialisation. Nous ne sommes pas dans la situation du Royaume-Uni ou de la France dont le tissu industriel a été ravagé. Nous avons su conserver une production de niche et de qualité: la mécanique de précision, les produits pharmaceutiques, les montres, pour ne citer que les branches les plus connues. Mais nous ne devons pas nous complaire dans l'autosatisfaction. La part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier a diminué de moitié en cinquante ans: 40% en 1960, 20% aujourd'hui. Dans le même temps, sa part des emplois est passée de 50% à 22%. Surtout, les changements s'accroissent sous l'effet de la crise et de la mondialisation. Il y a une dizaine d'années, les banques ricanait encore quand on leur prédisait la fin du secret bancaire...

Les mentalités qui prévalent au sein du gouvernement fédéral doivent s'adapter. Il n'est peut-être pas nécessaire de disposer d'un Département fédéral de l'économie si c'est pour lui demander surtout de ne rien faire ou de se faire aussi discret que possible. L'aide directe au développement des entreprises est un instrument qui ne doit plus être tabou. Certains cantons, comme le canton de Vaud l'ont enfin compris, en soutenant directement des entreprises comme Bobst ou Novartis, pour autant que cette aide soit liée à des projets d'avenir. La Confédération doit se réveiller avant qu'il ne soit trop tard.

### L'AMBIVALENCE DU DISCOURS SUR LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

Le 4 avril 2012, Claudine Amstein, directrice de la CVCI, la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, écrit dans *24 heures*: «La place industrielle suisse est sous la menace de délocalisations vers l'étranger qui signifient la perte d'un savoir-faire construit patiemment pendant des décennies. La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI) peut sans réserve se rallier à cette affirmation... proclamée samedi par les socialistes suisses réunis pour une assemblée des délégués. Le parti de Christian Levrat appelle le Conseil fédéral à «enfin admettre la nécessité de mettre sur pied une politique industrielle crédible».

Mais ce n'est pas de la même politique industrielle dont parle Claudine Amstein et les socialistes. La directrice de la CVCI parle seulement d'améliorer les conditions-cadre de l'économie en général. Les socialistes parlent d'interventions de l'Etat pour soutenir ou promouvoir le secteur industriel. Dans les mesures à prendre, Claudine Amstein ne mentionne en effet que la lutte contre le franc, la réduction des charges fiscales ou le renoncement à l'augmentation des charges sociales pour les entreprises, les investissements à effectuer dans les infrastructures, les transports ou la formation. Or, si ces conditions sont nécessaires pour asseoir une politique industrielle, elles ne sont pas suffisantes.

En fait, la plupart des milieux économiques, économiques en tête, restent, avec le Conseil fédéral, sur une ligne politique libérale. Cette attitude est clairement exprimée dans la réponse du gouvernement à la motion «Politique industrielle pour la Suisse» déposée par la conseillère nationale socialiste Susanne Leutenegger Oberholzer en juin 2004. Elle vaut la peine d'être citée longuement:

«L'histoire économique récente de notre pays est de fait caractérisée par une désindustrialisation, si l'on prend comme critère le nombre de personnes actives dans les différents secteurs. Cette tendance est certainement appelée à se poursuivre en raison de la mondialisation. Même les segments du secteur industriel demeurant dans notre pays seront de moins en moins axés sur la production, du moins les types de production où le travailleur n'agit pas individuellement sur l'ingénierie et la qualité du produit. En effet, la standardisation de la production industrielle, associée aux technologies de l'information, permet d'implanter la production n'importe où. La Suisse, en tant que lieu d'implantation, a des avantages comparatifs dans les domaines de la gestion, de la recherche et du développement, du marketing, de la communication et des techniques de fabrication de pointe ou spécialement adaptées aux clients. Ces activités resteront en Suisse, ou s'y implanteront même. Elles sont toutefois comptées en partie comme appartenant au secteur tertiaire, bien qu'elles soient effectuées au service du secteur industriel.»

On voit très bien que la production en tant que telle n'est pas considérée par le gouvernement comme un secteur auquel il faut s'intéresser. Il conclut d'ailleurs clairement: «Le Conseil fédéral est donc foncièrement opposé à une intervention de l'Etat dans le secteur industriel – ce qui est également une politique industrielle.» La gestion, la recherche, le marketing et la communication, les techniques de fabrication de pointe, en gros le secteur tertiaire, voilà l'avenir en 2004. Seulement les choses changent, et vite. Les pays émergents font eux aussi des progrès considérables dans ces domaines où la délocalisation menace à son tour. Et les assauts furieux des Etats-Unis et de nos voisins contre notre système fiscal mettent en cause non seulement la place financière suisse, mais aussi l'attractivité de notre pays pour les entreprises étrangères. La stabilité de notre système, qui est un atout traditionnel de la Suisse, paraît aujourd'hui moins solide, tant il semble dépendre du bon vouloir de l'étranger.

En fait, tous les Etats pratiquent l'interventionnisme en faveur de certains secteurs, y compris le secteur manufacturier, même ceux qui prétendent mener une politique de libre-échange. Si la concurrence est nécessaire au bon fonctionnement de l'économie, elle ne doit pas être une fin en soi. A trop développer le fondamentalisme de la concurrence, les ayatollahs du libre marché ne font que donner un avantage aux autres pays industrialisés qui mènent des politiques interventionnistes et soutiennent leurs entreprises face à la concurrence étrangère. Et aux pays émergents dont la main-d'œuvre bon marché remet en question notre niveau de vie, sans assurer la protection de leurs salariés. Cette situation, à laquelle s'ajoutent les défis posés par les grandes questions de l'énergie et de l'écroulement démographique, au moins relatif, de l'Europe, représente un risque majeur.

Malheureusement, le Conseil fédéral persiste à ne rien voir, à ne rien vouloir voir. En septembre 2011, il s'est encore opposé au postulat déposé par le conseiller national PDC Pirmin Bischof qui posait toute une série de questions sur la politique industrielle de la Suisse. La réponse apportée à la question «Quelle politique industrielle (implicite ou officielle) d'autres Etats industrialisés pratiquent-ils?» est particulièrement vide et tarabiscotée. Après avoir rappelé que l'Union européenne et l'AELE se sont dotées de règles concernant les aides publiques des Etats membres, sans en évaluer ni l'ampleur ni l'impact, le Conseil fédéral conclut: «Les disciplines prévues à l'OMC ne sont pas développées dans une mesure comparable à celle de l'UE; dès lors, dans le domaine des aides d'Etat, la marge de manœuvre est plus grande pour les Etats-Unis, les pays d'Extrême-Orient, mais également pour l'UE en tant que telle ou pour la Suisse.» A lire ce genre de prose, on se dit que notre gouvernement devrait engager sans plus tarder des traducteurs en langue de bois.

## LES BONNES RAISONS D'AGIR

Dans une approche globale, ni ultralibérale ni collectiviste, l'Etat joue le rôle d'un gardien de la concurrence et d'un garant de l'équilibre social. Le marché reste le mécanisme régulateur principal, mais l'Etat peut et doit intervenir subsidiairement quand la loi du marché menace les intérêts nationaux et tend à vider l'économie du pays de sa substance. L'Etat doit assurer un pilotage conjoncturel et structurel global pour favoriser le développement et la création d'entreprises, à commencer par les secteurs de production qui jouent un rôle d'entraînement de l'ensemble de l'économie.

Il ne s'agit pas de soutenir des secteurs industriels condamnés, comme l'Europe a tenté en vain de le faire, dans l'industrie du charbon ou de la sidérurgie, mais d'engager l'investissement public dans le maintien et le développement de secteurs d'avenir, dans lesquels notre savoir-faire a toutes ses chances.

Que voit-on aujourd'hui? Les délocalisations touchent aussi bien la biotechnologie que la fibre optique. Les entreprises de production de panneaux solaires rencontrent des difficultés majeures. Certaines entreprises phares comme Novartis développent non seulement leur production mais leurs centres de recherche à l'étranger. Logitech et Kudelski font face à des vents contraires. Quand nos start-up ont du succès, elles passent le plus souvent en mains étrangères. Ce ne sont pas des secteurs «ringards» qui sont en jeu mais des secteurs de pointe. L'état d'esprit encore en vogue à Berne ne permet plus de faire face à la réalité.

Car la génération spontanée n'existe pas, pas plus en économie qu'en biologie. L'investissement public est nécessaire et justifié pour réaliser des objectifs que le marché est incapable d'atteindre de manière satisfaisante.

1. L'investissement public est justifié pour réaliser des projets sans rentabilité financière directe et immédiate, mais qui présentent un avantage socio-économique indéniable. Certains investissements

ne sont pas rentables directement: ils ne seront donc pas portés par le marché. Ils ont pourtant une rentabilité indirecte: ils contribuent à accroître le potentiel de croissance du pays, en créant un environnement favorable.

C'est le cas de l'enseignement supérieur et de la recherche fondamentale: ils ne génèrent pas directement de valeur ajoutée, mais ce sont les piliers nécessaires à une économie de la connaissance qui rend possibles les innovations générées ensuite par les entreprises.

C'est le cas des investissements à très long terme ou qui nécessitent une grande masse critique. L'intervention de l'Etat permet de couvrir le risque économique dissuasif pour les marchés, en tout cas au départ. Une bonne part des investissements nécessaires à la transition écologique entre dans cette catégorie. Dans ces secteurs industriels émergents, l'investissement public peut amorcer la pompe. L'énergie d'origine éolienne ou solaire, par exemple, est aujourd'hui trop chère face à l'électricité traditionnelle, mais elle sera vraisemblablement rentable à l'avenir, en raison des progrès technologiques et de l'augmentation prévisible du prix des énergies non renouvelables.

C'est aussi le cas de certains investissements, dont la rentabilité financière est insuffisante mais qui présentent un bénéfice socio-économique important. Ce qui n'est pas rentable sur le plan micro-économique peut se révéler très utile, voire indispensable, pour le développement macro-économique du pays ou d'une région. L'exploitation des lignes ferroviaires secondaires, par exemple, n'est pas rentable. Mais elles offrent une rentabilité socio-économique supérieure à leur rentabilité financière directe. Elles désenclavent les territoires qu'elles desservent, elles accroissent leur croissance potentielle en réduisant les risques de désertification qui finissent toujours par être très coûteux.

L'Etat doit également rester attentif à la préservation des intérêts nationaux dans des domaines stratégiques. Le problème se pose par exemple aujourd'hui avec le cloud computing. Il s'agit de super-calculateurs, gérant les bases de données à distance en lieu et place des disques durs de chaque ordinateur, limité au rôle de «terminal». Comme pour les délocalisations, l'avantage économique constitue le moteur de cette évolution. Mais dans quelle mesure peut-on accepter que les données de nos ordinateurs soient, à terme, gérées sur des serveurs étrangers?

2. L'investissement public est justifié pour sauvegarder l'industrie et son potentiel économique en cas de crise. A la suite de la crise des subprimes, l'intervention des Etats étrangers a été spectaculaire. En France, l'industrie automobile a reçu 7,8 milliards d'euros d'aides, pour l'essentiel sous forme de prêts (plus 1,8 milliard tout récemment pour le développement de voitures vertes). Aux Etats-Unis, elle s'est vu octroyer 17 milliards de dollars (auxquels il faut ajouter 25 milliards du Département de l'énergie dans un programme visant à développer les voitures électriques). Et le Président Obama a fait du sauvetage de l'industrie automobile l'une des réussites phares de son mandat dans la campagne pour sa réélection.

De telles interventions ne sont pas seulement légitimées d'un point de vue social. Elles le sont aussi d'un point de vue économique, car il s'agit d'aider un secteur qui a de l'avenir à traverser la crise tout en se modernisant. Si Toyota vient installer une usine de production dans l'Hexagone, on ne voit pas pourquoi PSA et Renault seraient par principe condamnés.

En Suisse, l'Etat n'a pas bougé pour sauver Swissair, mais il est intervenu au profit d'UBS. On peut tirer au moins trois leçons de cette aide directe de la Confédération à la banque. Un soutien temporaire de l'Etat peut permettre à une entreprise viable mais qui traverse une mauvaise passe d'échapper à la faillite. Ce soutien s'est révélé une bonne affaire pour l'Etat lui-même puisqu'il a réalisé une importante plus-value lors de son retrait. Enfin, ce sont les banquiers eux-mêmes qui ont sollicité l'aide de l'Etat, si décriée par eux-mêmes dans son principe.

Une politique industrielle moderne nécessite donc une nouvelle gouvernance de l'Etat et de ses interventions dans ce domaine.

## LES MESURES À PRENDRE

### Les conditions-cadre

- Politique monétaire

Poursuivre la politique monétaire qui vise à réduire l'impact du franc fort sur nos exportations. La BNS doit continuer d'intervenir pour maintenir la valeur du franc suisse à un plafond par rapport à l'euro. Cette politique doit être renforcée par une action conjointe au niveau international pour que les trois principales zones de l'économie mondiale: le dollar, l'euro et le yuan – aient des parités moins irréelles. La monnaie chinoise est délibérément sous-évaluée afin de favoriser la pénétration de ses produits sur le marché mondial. C'est une distorsion de concurrence majeure.

- Politique fiscale

Continuer d'asseoir notre compétitivité sur des facteurs qui compensent nos coûts de production: la qualité et l'innovation - tout en évitant d'alourdir le coût du travail, soit par une augmentation de la fiscalité et des charges des entreprises, soit par une diminution du temps de travail. Il faut au contraire chercher à améliorer la fiscalité pesant sur les entreprises, mais de manière ciblée, par exemple en pratiquant un taux réduit à celles qui investissent dans la recherche et le développement. C'est ce que font les Etats-Unis et plusieurs Etats européens et asiatiques.

Une nouvelle étude présentée par KPMG, l'Université de St-Gall et la Chambre de commerce américano-suisse, en août 2012, montre que les entreprises suisses sont de plus en plus nombreuses à transférer leurs activités de recherche et de développement à l'étranger. Et que plus de la moitié des entreprises interrogées comptent délocaliser dans les cinq à dix ans. Dans cette perspective, KPMG propose différents taux de réduction de l'imposition des entreprises en fonction de leurs dépenses en recherche et développement.

- Politique législative

Simplifier les réglementations pour ne pas pénaliser les entreprises, en particulier les PME. Quoiqu'en disent les autorités politiques, les entreprises sont confrontées à tous les niveaux à un environnement administratif extrêmement lent et complexe. Les entreprises, en particulier les PME, attendent depuis des années une simplification des formalités administratives, toujours promise, jamais vraiment réalisée. La simplification administrative doit être privilégiée pour éviter le découragement de nombre d'entrepreneurs.

Faciliter la reprise des entreprises familiales. Le nombre d'entreprises familiales reprises par les enfants ne cessent de baisser dans notre pays, comme dans d'autres pays européens. Ce qui montre bien que le monde de l'entreprise n'est plus considéré comme suffisamment attractif. En 2009, une enquête laissait apparaître que 77'000 entreprises suisses cherchaient un successeur et que 40% d'entre elles étaient vouées à la disparition, avec la perte que cela représente en termes d'emplois et de savoir-faire. En 2008, une plateforme de conseils Relève PME a bien été mise en place. Mais sans modifier la tendance. D'autres mesures sont nécessaires, notamment celle qui consiste, quand une entreprise est transmise dans un cadre familial, à exonérer de manière significative le ou les repreneurs des droits de mutation à payer.

Soutenir les investissements des PME. Beaucoup d'entre elles se plaignent de la difficulté de trouver des financements et de ne pas pouvoir lisser avec suffisamment de souplesse les aléas de la conjoncture. Il s'agit de rendre leur financement plus facile, notamment au travers de prêts publics remboursables, à des coûts avantageux.

La création d'une Banque publique d'investissements sur le modèle allemand permettrait de répondre à ces objectifs. La Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) existe depuis plus de 60 ans. Fondée en 1948, elle a notamment pour vocation de soutenir les PME et la création d'entreprises. On ne voit pas en quoi la Suisse ne pourrait pas s'en inspirer en adaptant ce modèle à notre dimension et à nos besoins. A ce que l'on peut constater chez notre grand voisin, la KfW ne semble pas avoir nui au développement de son économie ni à sa compétitivité. La crainte sempiternelle de la Berne fédérale de voir la concurrence souffrir d'une intervention étatique a surtout pour effet d'empêcher l'émergence, dans les secteurs d'avenir, de nouvelles entreprises de production.

- Politique d'investissement

A trop vivre dans l'immédiat, on paie toujours plus tard, mais beaucoup plus cher. Début février 2011, une étude du Fonds national de la recherche scientifique a chiffré à environ 65 milliards de francs par année, soit 12% du PIB, ce que nous coûtera pendant les deux prochaines décennies, l'entretien et l'extension des infrastructures de logements, de transports (rail et route), d'électricité et de traitement des eaux usées. 65 milliards par an! Pour se rendre compte de l'impact de cette somme, c'est l'équivalent du budget annuel de la Confédération. Et cette évaluation a été faite avant que le drame de Fukushima ne programme la sortie du nucléaire, qui ne sera pas gratuite. On a tellement tardé à anticiper les effets de l'évolution démographique et des change-

ments de société que nous ne savons plus où donner de la tête pour rattraper le retard pris dans de nombreux domaines. Cette situation est à l'origine des projets de blocages qui s'amoncellent dans les initiatives populaires: blocage des zones constructibles et refus de l'augmentation de la population, en attendant mieux.

C'est pourquoi le frein aux dépenses publiques, qui est une bonne chose en ce qui concerne toutes les dépenses liées au fonctionnement annuel de l'Etat, ne devrait pas s'appliquer aux investissements. Ce dispositif freine les investissements nécessaires à la préparation de l'avenir, leur amortissement étant considéré comme une dépense et par conséquent soumis aux mêmes critères que les dépenses de «consommation».

L'éparpillement administratif des compétences freine par ailleurs l'émergence d'une vision globale de notre politique économique et commerciale. Le Département de l'économie, de la formation et de la recherche qui verra le jour le 1<sup>er</sup> janvier 2013, en intégrant la dimension du commerce extérieur avec le SECO, représente à cet égard un progrès. A la condition qu'il ait comme mot d'ordre compétitivité et non bureaucratie.

## **La politique industrielle**

- Stimuler l'innovation

Depuis toujours, l'innovation profite de la concentration des ressources financières et de compétences humaines dans un domaine donné. Il convient donc d'orienter l'investissement sur de grands programmes mobilisateurs pour l'innovation industrielle (nanotechnologies, biotechnologies, énergies renouvelables) en coordonnant les acteurs privés et publics autour d'un projet. La sortie programmée du nucléaire est une occasion unique d'innover dans ce domaine.

Cet objectif passe par le développement de pôles de compétitivité spécifiques. Il s'agit de rassembler sur un même site des institutions publiques et privées qui en assurent le cofinancement, des industriels et des chercheurs, des entreprises complémentaires dans leur rôle (clients et fournisseurs) et dans leurs domaines d'activité. Le but est de créer des effets de grappes et de réseaux autour de projets innovants qui donnent des avantages compétitifs dans la concurrence mondiale. Aujourd'hui, l'innovation ne résulte plus seulement d'une spécialisation dans un domaine mais d'une mise en commun des compétences issues d'horizons différents.

Plusieurs cantons, Vaud dans le secteur technologique, Genève dans le domaine plus restreint des «cleantech», ont pris la décision de créer de semblables plateformes de coopération public-privé entre tous les acteurs concernés: instituts de formation, centres de recherche, entreprises, start-up...

Les autorités fédérales ont elles-mêmes annoncé la création d'un centre de nanotechnologies. Selon le rapport «Swiss Nanotech Report» publié au printemps 2012, la Suisse présente de nom-

breux avantages pour les 600 entreprises en Suisse qui travaillent de près ou de loin dans ce domaine. Les nanotechnologies, c'est un domaine d'activité qui consiste à fabriquer ou à travailler sur des objets infiniment petits, d'un millième de millimètre à un millionième de millimètre. Les secteurs concernés sont nombreux, comme l'industrie médicale, la chimie, le textile, les cosmétiques, les semi-conducteurs ou l'énergie solaire.

Ce sont des pas dans la bonne direction. Mais la Confédération continue de penser qu'il suffit de poser un cadre d'expertise où les entreprises pourront bénéficier des conseils de spécialistes et concrétiser leurs projets de développement. Pas question d'aide financière directe.

Pour les investissements potentiellement rentables mais trop lourds et risqués pour les entreprises, un mécanisme simple est pourtant disponible, celui des prêts remboursables. C'est-à-dire qu'ils sont remboursés en cas de succès ultérieur. Pour préserver la logique compétitive entre entreprises, les montants à investir ne doivent pas être distribués par l'Etat mais par des organismes compétents, composés d'experts du domaine et de chefs d'entreprises, chargés de sélectionner les projets sur la base d'appels d'offre.

Mais attention. Pour être efficace et éviter les abus, une politique industrielle doit être mise en œuvre de manière transparente sur la base de critères simples. Directeur général de son entreprise, Jean-Pascal Bobst souligne que la machinerie suisse est aujourd'hui bien trop complexe en ce qui concerne l'encouragement à l'innovation: «La Commission fédérale pour la technologie et l'innovation, explique-t-il, dispose d'un fonds annuel de 100 millions qu'elle ne parvient pas à épuiser, tant ses critères d'attribution sont complexes. Ce dispositif fonctionne pour les hautes écoles. Mais il n'est pas adapté pour la recherche appliquée des entreprises qui mènent des projets dont le coût peut varier entre 20 et 50 millions. Nous n'attendons pas des subventions à titre gracieux, mais des soutiens comparables à ceux qu'obtiennent nos concurrents d'autre pays, en Europe ou ailleurs.» (24 heures, 9 novembre 2011).

- Soutenir les secteurs industriels d'avenir

Introduire un dispositif qui permette de soumettre à autorisation de l'Etat les investissements étrangers dans les entreprises stratégiques et d'éviter que les start-up soient rachetées par des entreprises étrangères, une fois que leurs innovations deviennent des produits intéressants pour le marché. Dans le domaine de la médecine, on cherche à développer la recherche dite translationnelle afin de transférer le plus rapidement possible les découvertes de la recherche fondamentale au lit du malade. De même, des mécanismes doivent être mis en place pour que les innovations émanant de nos entreprises puissent être produites en Suisse et non ailleurs. De tels mécanismes nous auraient permis de construire la Smart en Suisse plutôt que d'en confier le soin à une entreprise allemande.

On a encore fait grand cas, tout récemment, de l'installation en Valais de la plus puissante éolienne du pays. Où a-t-elle été fabriquée? En Allemagne. La Suisse n'a-t-elle pas les moyens de produire

une telle éolienne? Les conditions du marché sont-elles beaucoup plus difficiles qu'outre-Rhin? Pourquoi sommes-nous capables de tant d'innovations, mais incapables de produire beaucoup d'entre elles en Suisse? C'est bien la preuve que notre politique industrielle, ou plutôt son absence, est en cause.

Sacrilège? Au nom du dogme libéro-fédéral, la Suisse ne devrait pas soutenir directement son économie. Elle doit se contenter de créer les conditions-cadre supposées assurer l'épanouissement des entreprises. C'est à croire que nos économistes, si prompts à nous citer les Etats-Unis en exemple, ignorent ce qui s'y passe en matière de soutien à l'économie nationale.

Le gouvernement fédéral américain est de très loin le plus important investisseur en capital-risque du pays. Les contrats passés par le Département américain de la défense ont joué un rôle prépondérant dans le démarrage de la Silicon Valley et d'internet aux Etats-Unis. Cet essor n'aurait pas été possible sans l'investissement initial du Pentagone américain. C'est en finançant dès 1966 le projet ARPANET, via le Département de la défense, que le Pentagone a permis de doter les Etats-Unis d'un avantage stratégique considérable en matière de nouvelles technologies de l'information.

Le Président américain peut bloquer toute acquisition d'une entreprise par un acteur étranger au nom de la protection des intérêts nationaux. La loi l'autorise à ouvrir une enquête sur toute fusion-acquisition ou OPA qui pourrait impliquer un contrôle étranger d'entreprises engagées dans le commerce international. L'enquête est menée par le Secrétariat au Trésor qui a toute latitude pour interpréter la notion d'intérêts stratégiques.

Le *Small Business Act* dispose que les PME doivent bénéficier d'une «part équitable» des marchés publics américains. Des objectifs annuels à l'accès des PME aux marchés publics sont fixés. Actuellement, 23% des contrats directs doivent être attribués aux PME, et 40% de la sous-traitance. Une mesure des résultats est communiquée chaque année par les ministères à l'administrateur du *Small Business Act*, puis au Président.

De même, en Allemagne, certains Länder, comme le Bade-Wurtemberg ou la Bavière, ont mis en place une politique de modernisation industrielle, en orientant les crédits, la formation, la recherche. Les pouvoirs publics ont investi massivement et directement dans les start-up, en particulier dans le domaine des biotechnologies. L'exemple de la Bavière est, à cet égard, particulièrement significatif. Dans ce Land, 1 million d'euros de financement en capital-risque permettait d'obtenir 4 millions d'euros d'argent public.

J'aimerais qu'on m'explique pourquoi ce qui est compatible avec le libéralisme aux Etats-Unis ou ailleurs ne l'est pas en Suisse. J'aimerais aussi qu'on m'explique à quoi il sert d'investir dans l'innovation, si les produits sont ensuite fabriqués en Chine et envahissent notre marché à des coûts imbattables, en raison du faible coût de la main-d'œuvre chinoise et des aides de Pékin et de ses banques. L'exemple du solaire est particulièrement parlant. Les entreprises qui fabriquent

des panneaux solaires issus de recherches financées en Europe ou en Suisse, comme Q-Cells en Allemagne, sont rachetées par Pékin. Et ce sont ensuite des produits chinois qui sont posés en Europe, avec l'argent des subventions d'encouragement à l'énergie solaire. Autrement dit, notre argent sert deux fois au développement de l'économie chinoise, en lui épargnant les coûts de la recherche initiale et en lui fournissant des commandes qui échappent à nos producteurs.

Les accords de libre-échange, c'est bien, à condition qu'ils soient équilibrés dans les concessions réciproques. L'importation, sans taxe, de produits qui ne respectent pas des standards minimaux en matière écologique et sociale n'est un progrès ni pour la planète ni pour notre économie. Si je suis taxé quand je pollue en Suisse, pourquoi ne serais-je pas taxé si j'importe des produits qui polluent en Asie ou ailleurs. L'Europe et la Suisse ne pourront pas encore longtemps imposer à leurs entreprises des standards écologiques et sociaux auxquels échappent les produits importés. Sans tomber dans le protectionnisme d'arrière-grand-papa, des règles sont nécessaires qui sont inexistantes ou largement insuffisantes aujourd'hui.

- Autres mesures

Réduire notre dépendance à l'économie de la zone euro. Dans une récente interview au journal *Le Temps* (11 août 2012), le directeur de l'OSEC, l'Office suisse d'expansion commerciale, encourage les entreprises suisses à chercher des débouchés en dehors de la zone euro. «Si des entreprises attendent que la monnaie helvétique repasse au-dessous du seuil de 1 franc 20 par euro, ce sera trop tard pour elles.» Cet appel est d'autant plus justifié que l'économie de nombreux pays européens risquent d'être plombée pendant de nombreux mois, voire davantage. Mais il doit être accompagné de mesures concrètes d'accompagnement des entreprises, en particulier les PME, dans cette recherche de nouveaux débouchés. L'OSEC doit être doté des moyens lui permettant de jouer ce rôle, sans attendre les bienfaits espérés des accords de libre-échange actuellement négociés par la Suisse avec la Chine, l'Inde ou la Russie.

Introduire un label garantissant la qualité et la production suisses des produits dans tous les domaines où cela est possible. Cette politique est d'autant plus nécessaire que la mondialisation rend difficile, pour le grand public comme pour nos autorités, l'identification de l'origine des composants d'un produit.

Revaloriser l'image du secteur manufacturier et la formation des ingénieurs. On a bien introduit un moratoire pour l'ouverture de nouveaux cabinets médicaux – ce qui n'est pas, à ma connaissance, une mesure particulièrement libérale – pour lutter contre la hausse des coûts de la santé. L'Etat fédéral et les cantons financent aussi des campagnes de prévention des maladies. La santé de notre économie ne vaut-elle pas, elle aussi, quelques efforts pour montrer l'importance de l'industrie manufacturière pour notre prospérité et assurer la formation d'ingénieurs, en nombre suffisant, dans notre pays?

### **Des mesures coordonnées**

La réussite d'une politique industrielle ne peut dépendre d'une seule mesure ou de quelques mesures éparses, sans engagements de moyens financiers importants.

Toutes les mesures susceptibles d'améliorer les conditions-cadre de notre économie et de soutenir les secteurs industriels d'avenir, doivent être prises dans un temps court, dans un effort coordonné et financièrement substantiel. Il vaut mieux investir pour créer des emplois que pour venir en aide à des chômeurs. Aujourd'hui, la situation de la Suisse nous le permet. Profitons-en. Demain, il sera trop tard.



Ceci est un manifeste! Un plaidoyer du conseiller national Dominique de Buman pour la sauvegarde de la place industrielle suisse.

Il n'y a pas de pays prospère sans une forte capacité à produire et à exporter des biens, à rester compétitif face à une concurrence mondiale de plus en plus rude. De nombreux pays européens ont oublié cette évidence et se retrouvent en grande difficulté aujourd'hui. A l'image notamment de l'Allemagne, la Suisse a su jusqu'ici conserver des atouts. Grâce à des efforts constants de formation, de productivité, d'innovation.

Mais les menaces s'accroissent, et pas seulement à cause du franc fort ou des «nouvelles réalités» qui se sont installées depuis la crise de 2008.

Dominique de Buman lance clairement un signal d'alarme et montre la direction à prendre. C'est maintenant – alors que nous en avons (encore) les moyens – qu'une politique résolument active doit être engagée en faveur de notre place industrielle, en particulier dans les secteurs d'avenir. Les Etats-Unis, l'Allemagne, dont le libéralisme n'est pas contesté, le font avec succès aujourd'hui et depuis longtemps. La Suisse doit suivre leur exemple.

